

Déclaration du GCAP pour le 17 octobre 2022

La Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

Près de trois ans se sont écoulés depuis que le COVID-19 est apparu, bouleversant les communautés et prenant la vie de plus de 6,5 millions de personnes. Dans les régions riches du monde, la vie est largement revenue à la normale. Mais ailleurs, les systèmes mondiaux et nationaux font défaut aux communautés, poussant encore plus les gens vers la marge et rendant notre planète inhabitable. Pendant ce temps, les intérêts privés de l'élite en ont largement profité.

La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, la perte des moyens de subsistance et les graves lacunes en matière de soins de santé ont été exacerbées par les programmes d'austérité, l'absence de protection sociale universelle, les guerres, la violence et la détérioration de l'espace civique dans de nombreuses régions du monde, notamment dans les pays en développement. Aujourd'hui, 1,3 milliard de personnes vivent dans une pauvreté abjecte, multidimensionnelle et évitable; près de la moitié sont des enfants et des jeunes. Les gens souffrent énormément.

L'échec moral des dirigeants du monde est particulièrement visible dans l'approche de la communauté internationale en matière de santé publique. Alors que près de 13 milliards de vaccins COVID-19 ont été administrés jusqu'à présent - suffisamment pour fournir une vaccination complète à 80 % de la population mondiale - moins d'une personne sur quatre dans les pays à faible revenu a reçu une seule dose.

La guerre, la violence et la répression violent les droits de plus d'un milliard d'enfants chaque année, dont un nombre disproportionné de filles - de l'Afghanistan au Yémen. Laguerre en Ukraine a, à elle seule, déplacé environ 15 millions de personnes - le plus grand nombre depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le thème de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté 2022, "La dignité pour tous en pratique", reconnaît la dignité comme la pierre angulaire de tous les droits fondamentaux et appelle à s'engager ensemble pour la justice sociale, la paix et la planète.

GCAP a organisé des Assemblées Populaires Nationales dans 27 pays et 4 régions pendant la Semaine Mondiale d'Action Act4SDGs du 16 au 25 septembre 2022. Ces mobilisations visaient à recueillir les préoccupations des communautés et à convenir d'actions collectives pour faire face à la montée des inégalités et à l'aggravation des situations de pauvreté. Ces efforts ont abouti à une Assemblée populaire mondiale virtuelle qui s'est tenue du 20 au 22 septembre, où les représentants du peuple et de la

société civile ont partagé leurs préoccupations et leurs demandes dans une déclaration intitulée "Une justice mondiale pour atteindre les ODD - l'égalité durable pour tous".

Voici les principales demandes :

1. renforcer la santé publique et la vaccination des populations - établir une feuille de route mondiale pour l'égalité d'accès aux vaccins, qui va au-delà de l'action de juin 2022 de la conférence ministérielle de l'OMC et qui comprend une dérogation complète aux ADPIC couvrant les tests de diagnostic, les traitements et les vaccins COVID-19, ainsi que l'adoption du traité sur les pandémies proposé par l'OMS.
2. Protection sociale - Investir et s'engager à nouveau à atteindre l'ODD 1.3 et agir maintenant pour assurer la réalisation progressive du droit à la protection sociale universelle pour tous d'ici 2030.
3. Espace civique et droits de l'homme - Honorer, défendre et respecter les droits de l'homme et l'espace civique et protéger les activistes de la société civile et les défenseurs de l'environnement.
4. Justice de genre - Adopter une approche fondée sur les droits de l'homme en matière de genre pour la mise en œuvre de tous les aspects de l'Agenda 2030 ainsi que pour la réponse à la pandémie de COVID-19 et aux crises connexes.
5. Justice climatique et environnementale - Respecter et dépasser les accords de Paris sur le climat. Tous les pays doivent prendre des mesures immédiates pour réduire leurs émissions en fonction de l'objectif de l'accord de Paris, à savoir limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré maximum, et proportionnellement à leurs émissions historiques et actuelles.
6. Justice en matière de dette - Annulation inconditionnelle des paiements de la dette extérieure publique par tous les prêteurs - bilatéraux, multilatéraux et privés - pour tous les pays dans le besoin face à la crise sanitaire, économique et climatique, pour au moins les quatre prochaines années, comme mesure immédiate, suivie d'un programme clair d'annulation inconditionnelle de l'encours de la dette insoutenable et illégitime.
7. Justice économique - Convoquer une quatrième conférence sur le financement du développement (FfD4) afin de rendre la finance mondiale démocratiquement responsable.
8. Les chemins de la paix - Les États membres doivent coopérer avec les Nations unies pour mettre fin aux 32 guerres en cours - y compris un cessez-le-feu immédiat et le retrait des forces russes d'Ukraine - et libérer les communautés de la peur, de l'insécurité et de la violence.
9. Réforme de l'ONU - Rendre les institutions mondiales plus démocratiques, plus représentatives et plus inclusives en limitant l'utilisation du veto au Conseil de

Sécurité de l'ONU et en garantissant le droit de la société civile à une participation significative, sur la base des meilleures pratiques du Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA et de l'Organisation internationale du travail, qui fournissent des mécanismes d'inclusion efficaces, transparents et formels.

Lisez la déclaration complète : [lci](#)